



DEMANDE DE SUBVENTION
ORGANISMES PRIVÉS : Associations, Syndics de copropriétés, Fondations
(données indispensables à l'instruction de la demande)

AIDE DE L'ÉTAT SOLLICITÉE au titre des monuments historiques

INFORMATIONS CONCERNANT LE PROJET :

Département :

Monument historique :

Intitulé du projet et résumé de l'objet :

PC ou AC n° :

accordé le :

joindre la copie de l'arrêté du permis de construire à la demande.

INFORMATIONS CONCERNANT LE PORTEUR DE PROJET :

Nom ou raison sociale :

Forme Juridique :

Adresse :

N° de téléphone :

Adresse électronique :

Représentant légal :

N° SIRET :

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PROJET

Description du projet :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Date prévisionnelle de début de réalisation du projet (*): mois : année :

Date prévisionnelle de fin de réalisation du projet (*): mois :année ;.....

Soit en cas d'attribution de subvention, une demande de solde devant être adressée au plus tard le.....(mois/année n+1 par rapport à la date de fin)

Attention ! : le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 prévoit que la demande de solde doit intervenir au plus tard dans les douze mois qui suivent la date d'achèvement de l'opération.

(*) - Etudes d'avant-projet : de la date de démarrage à la date de remise

- Travaux : de la consultation des entreprises à la remise du DDOE

Coût prévisionnel du projet : € HT..... € TTC

Montant de l'aide financière demandée à l'État :.....€ (.....%)

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL

DÉPENSES (préciser les postes de dépenses)		RECETTES	
	€	Subvention DRAC (.....%)	€
	€	Subvention Région (.....%)	€
	€	Subvention Département (.....%)	€
		Autres (UE , Autres Ministères, Préfecture : DSIL...) (.....%)	
	€		€
	€		€
	€		€
	€	Autofinancement (.....%)	€
		Autre (Mécénat, Dons ...) (.....%)	
TOTAL HT		TOTAL HT	€
Taux TVA			
TOTAL TTC	€	TOTAL TTC	€

N.B : Le montant de la subvention allouée par le Ministère de la Culture ne saurait être modulée suite à des modifications de montants des autres subventionneurs, la différence demeurant à la charge du pétitionnaire (autofinancement).

ATTESTATION DU DEMANDEUR

Je soussigné(e), M. ou Mme _____, en ma qualité de propriétaire ou de représentant légal ou de personne habilitée, sollicite une subvention de l'État d'un montant de _____ € pour la réalisation du projet.

Je reconnais avoir eu connaissance que mon projet ne doit pas avoir commencé avant que le dossier soit déclaré ou réputé complet, sauf si j'ai, pour des motifs d'urgence (événement imprévisible, sécurité des personnes) sollicité et obtenu, des services de l'État chargés des monuments historiques, une autorisation de commencer le projet après dépôt de ma demande mais avant accusé de réception du dossier complet.

J'atteste :

- que l'organisme que je représente est en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales ;
- ne pas être assujetti(e) à la TVA (pas de récupération) ;
- être assujetti(e) à la TVA (récupération) ;
- bénéficiaire du FCTVA (fonds de compensation de la TVA) ;
- assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération ou produire la pièce me confiant la maîtrise d'ouvrage de ce projet ;

Je certifie solliciter les aides publiques indiquées au plan de financement et m'engage à réunir les financements nécessaires à l'opération.

- je m'engage à prendre en compte les éléments à caractère sociaux et environnementaux et
- les objectifs de développement durable dans la mise en œuvre de ce projet ;

Je certifie l'exactitude des renseignements indiqués et des documents produits.

À _____, le _____

Signature et cachet du demandeur

PIÈCES À FOURNIR pour l'instruction de la demande

- Arrêté du 12 novembre 2019 pris pour l'application de l'article 6 du décret du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement
- Articles L. 621-27 et L 621-9 du Code du Patrimoine

Aucune demande ne sera traitée sans les documents suivants :

1) relatifs au demandeur :

- Formulaire de demande de subvention complété, daté et signé
- Justificatif de propriété au nom du demandeur établissant la libre disposition du bien (acte de propriété, rôle d'impôt foncier)
ou
- Si le demandeur n'est pas le propriétaire : document l'autorisant à exécuter l'opération et à percevoir la subvention (bail emphytéotique, convention de mandat ou de mise à disposition...)
- Relevé d'identité bancaire au nom de l'organisme
- Preuve de l'existence légale de la société (extrait K Bis datant de moins de trois mois, inscription au registre ou répertoire concerné) ou de l'association, ou de la fondation (copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration à la préfecture)
- Statuts de la société, ou de l'association, ou de la fondation
- Pouvoir habilitant le demandeur à engager l'organisme

2) relatifs à l'opération :

- Copie des devis estimatifs et descriptifs détaillés par lot (travaux) et /ou des honoraires (architecte, SPS, maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle...)
- Délibération datée, signée du Conseil d'administration approuvant le projet d'investissement, intégrant le plan de financement proposé et précisant l'inscription de la totalité de l'opération au budget de l'organisme (*à fournir ultérieurement après proposition du plan de financement*)
- Copie de l'autorisation de travaux pour les édifices classés délivrée par le préfet de région au titre du Code du patrimoine
- Copie de l'arrêté de permis de construire pour les édifices inscrits délivré par l'autorité compétente au titre du Code de l'urbanisme

VOTRE DOSSIER EST À ADRESSER

PAR COURRIER OU PAR MEL À :

**Direction régionale des affaires culturelles Centre-Val de Loire
Conservation régionale des monuments historiques
6 rue de la Manufacture
45043 Orléans Cedex**

Pour tout renseignement, veuillez contacter :

**Monsieur Denis Grandemenge (dép. 36/37/45)
denis.grandemenge@culture.gouv.fr**

**Madame Cécile Rousseau (dép. 18/28/41)
cecile.rousseau@culture.gouv.fr**

**Conservation régionale des monuments historiques
02 38 78 85 00**